



## Présidentielle 2020 / Révisions des listes électorales

## La Ceni a joué les prolongations hier lundi

La révision électorale démarrée vendredi 29 novembre 2019 sur l'ensemble du territoire national, n'a pas pris fin le dimanche 1er décembre comme prévue par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni).



PAGE 3

## INCLUSION FINANCIERE



Echos des bénéficiaires des produits Fnf

## Madame Kabissi Akoua : « Je dois avouer que je m'en sors plutôt bien »

Ce numéro de votre rubrique vous conduit à Kara dans la préfecture de la Kozah pour mettre sous les feux de la rampe les témoignages de Madame Kabissi Akoua, qui grâce aux 4 cycles du crédit "Accès des Pauvres..."

PAGE 2

## ECONOMIE



Telefood 2019

## Encore quelques jours pour faire ses dons

Il reste quelques jours pour faire ses dons dans le cadre du Téléfood 2019. La mobilisation des fonds se poursuit jusqu'au 10 décembre. Plusieurs personnalités soutiennent l'initiative.

PAGE 5

55ème session du Conseil international des bois tropicaux

## Le Togo veut restaurer 1 400 000 ha de paysages forestiers d'ici à 2030

PAGE 5



## À Dakar / Economie et développement durable

# Faure Gnassingbé et ses pairs identifient les obstacles

Le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé prend part depuis hier à une rencontre de haut niveau en compagnie de plusieurs de ses pairs de la sous-région dans la capitale sénégalaise. Ceux-ci réfléchissent à comment rendre la dette supportable pour nos économies dans l'optique de favoriser leur épanouissement.

PAGE 3

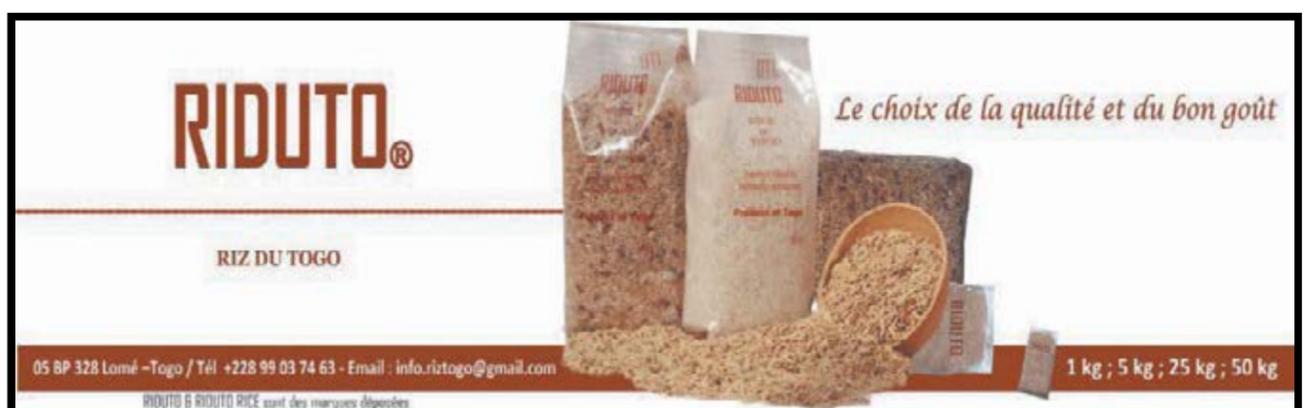
## DERNIERES HEURES

## Candidature de la C14 en 2020: Maître Apévon maintient sa position malgré le recadrage de Brigitte Adjamagbo-Johnson

Au sein de la Coalition des 14 ou de ce qu'il en reste, le débat sur la candidature continue de diviser. Pendant que maître Paul Dodzi Apévon, président du parti Forces démocratiques pour la République (FDR) rejette l'idée d'une candidature du regroupement à l'élection présidentielle de 2020, la coordinatrice, Brigitte Kafui Adjamagbo-Johnson, affirme que cela se fera au moment venu. Qui croire alors ? S'achemine-t-on vers une nouvelle défection au sein de la C14.

La semaine dernière, lors d'une sortie médiatique, le président des FDR affirmait avec force que la Coalition ne positionnerait pas de candidat et qu'elle restera dans un rôle ...

PAGE 3



	<p><b>SOMMAIRE</b></p> <p>Gabon / Diplomatie <b>Reprise du dialogue politique entre le Gabon et l'Union européenne</b></p>  <p>P 4</p>	<p>Arts visuels en Afrique <b>L'édition 2019 de la Biennale africaine de la photographie a ouvert ses portes</b></p>  <p>P 9</p>	<p>ATJ2E <b>Les journalistes environnementalistes créent leur cadre d'action</b></p>  <p>P 10</p>
---	---	--	--

## Echos des Bénéficiaires des Produits FNFI

# Madame Kabissi Akoua : « Je dois avouer que je m'en sors plutôt bien »

Ce numéro de votre rubrique vous conduit à Kara dans la préfecture de la Kozah pour mettre sous les feux de la rampe les témoignages de Madame Kabissi Akoua, qui grâce aux 4 cycles du crédit "Accès des Pauvres aux Services Financiers" (APSEF) s'est mise dans la commercialisation des tubercules d'igname. Retour sur le parcours d'une cinquantenaire qui a appris que dans la vie seule la persévérance et l'effort payent...

Comme toutes les autres régions du pays, la région de la Kara concentre d'innombrables bénéficiaires des différents produits du FNFI. Parmi eux, Kabissi Akoua qui voulant se prendre en charge à travers l'exercice d'une activité génératrice de revenus s'est rapprochée d'une institution de microfinance partenaire du FNFI pour se renseigner sur les différents produits du Fonds.

" Je suis dans la cinquantaine, et vous convenez avec moi qu'il y a des activités que je ne peux plus exercer. Mais pour vivre dans la sérénité mes vieux jours, il me fallait un coup de pouce financier pour exercer une petite activité. La commercialisation des tubercules d'igname est une activité qui me passionne tellement, car voyez-vous les ignames sont une denrée qui s'écoule très rapidement,

car les gens de la kozah aiment consommer le fofou. Alors je me suis rapprochée de MUFEC, une institution de microfinance partenaire du FNFI pour voir dans quelles conditions je pouvais avoir du microcrédit pour débiter la commercialisation des tubercules d'igname. Alors, au cours d'une séance d'information organisée par l'Institution, j'ai découvert toute la panoplie de produits du FNFI. Et je me suis rendue compte que j'étais éligible au produit APSEF. Il me fallait tout simplement suivre des conditions très simples, constitution d'un groupe solidaire et ensuite accepter de suivre une formation en gestion de crédit."

Notre interlocutrice se met aux pas de course pour remplir toutes les conditions requises, elle se constitue en groupe solidaire de 4 personnes puis suis avec grande conviction une formation

en gestion de crédit. Elle en sort avec des compétences renforcées, de quoi lui permettre de débiter son activité une fois le crédit obtenu.

" Aujourd'hui, cela fait la quatrième fois consécutive que j'obtiens le crédit APSEF. Après les tranches de 30.000, 40.000 et 50.000, la quatrième tranche de crédit également d'un montant de 50.000 FCFA m'ont permis de pouvoir acheter des tubercules que je revends ici à Kara. Je me rends dans les villages environnants de la ville pour en acheter en gros, puis je reviens ici à Kara vendre en détails, non seulement aux ménages mais beaucoup plus aux tenanciers de fofou bar. Je dois avouer que je m'en sors plutôt bien, car comme je le disais au début, la vente de tubercules est une activité qui marche très bien."

Quand on aborde l'aspect



Madame Kabissi Akoua

des remboursements et de l'impact des différents crédits reçus sur son quotidien, c'est avec grand sourire que dame Akoua nous répond.

" Si j'ai pu obtenir successivement les 4 cycles de crédit, c'est que je suis un très bon élève en matière de remboursement. Il suffit simplement d'être très persévérante dans son activité, de savoir mettre la différence entre le capital et les bénéfices générés par l'activité et je vous assure que vous n'aurai aucun

problème en matière de remboursement de crédit. Quant à l'impact, il est forcément positif. Tenez, j'arrive actuellement à faire des épargnes volontaires auprès de mon Institution de microfinance, chose que je ne pouvais faire dans le passé. Aujourd'hui, quand j'ai une petite urgence, je peux me prendre en charge par mon épargne, à cela j'ajoute la couverture assurance FNFI. Tout ceci contribue à mon épanouissement et à mon bonheur".

KD

Ceci est un programme du Secrétariat d'Etat chargé de l'inclusion financière et du secteur informel



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG. LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 22 25 02 23 /  
90 15 39 77 / 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Mson de la Presse: Casier N° 53  
Siège  
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodolalkina

Secrétaire de rédaction :  
Rachidou Zakari

Responsable web:  
Carlos Amevor

Comité de rédaction:  
Françoise Dasilva  
Alexandre Wémima  
Edem Dadzie

Félix Tagba

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:  
Gloria Léma Yaglia

Service commercial:  
DIRECT AGENCE  
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:  
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : TogoMatin  
Tirage : (2000 exemplaires)

## DERNIERES HEURES

... d'observateur. Cela avait surpris plus d'un étant donné que maître Apévon n'est pas le premier responsable du regroupement. L'on s'attend à ce que les déclarations qui engagent le groupe soient faites par la Coordinatrice. Même si cela doit émaner d'un autre membre, il faut que ce soit en concertation avec les autres.

Mais lorsque quelques jours après maître

Apevon, madame Adjamagbo-Johnson prend complètement le contre-pied de ce dernier, il est clair qu'il y a un problème au sein de la C14. « Le processus est en cours et si Dieu le veut, on pourra désigner ce candidat. Le moment viendra où nous désignerons ce candidat. Nous devons le faire parce que nous n'avons pas le choix », déclarait la coordinatrice de la Coalition.

A partir de ce moment

l'on croyait que le débat était clos. Mais c'est sans compter avec les problèmes de coordination des messages au sein de l'opposition togolaise. Au lieu d'avoir une discussion sérieuse au sein du regroupement avant de se prononcer à nouveau sur le sujet, maître Apévon revient à la charge et maintient sa position.

Il martèle que la Coalition n'aura pas un candidat en 2020. Pour lui, il n'est pas question

d'aller à une élection dans les conditions actuelles. De plus, l'avocat n'est pas vraiment un partisan de la multiplicité des candidatures comme l'on peut le constater actuellement. Mais il va devoir s'y résoudre. L'on vient en effet d'enregistrer le douzième candidat et il faut s'attendre à de nouvelles candidatures.

Que va faire à présent la Coalition ? Entre la coordinatrice, madame

Adjamagbo-Johnson et son collègue, maître Apevon, qui faut-il croire ? La Coalition aura-t-elle un candidat ou pas ? Mais, attention tout de même à ce débat sur la candidature au sein de ce regroupement. Il faut se souvenir que le Pacte socialiste pour le renouveau (PSR) et l'Alliance des démocrates pour un Togo intégral (Addi), ont quitté la C14 à cause de ce problème de candidature.

**Edem Dadzie**

## Economie et développement durable

## Faure Gnassingbé et ses pairs identifient les obstacles

**Le chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé prend part depuis hier à une rencontre de haut niveau en compagnie de plusieurs de ses pairs de la sous-région dans la capitale sénégalaise. Ceux-ci réfléchissent à comment rendre la dette supportable pour nos économies dans l'optique de favoriser leur épanouissement.**



Faure Gnassingbé lors des échanges

Trouver les meilleures stratégies pour le développement des pays africains dont le Togo est un véritable défi aujourd'hui. Pendant des années, l'on a essayé

plusieurs stratégies qui n'ont pas toujours donné les résultats escomptés. C'est une raison suffisante pour poursuivre les réflexions. L'avènement

de certains obstacles au développement comme le terrorisme ou les changements climatiques doit conforter nos dirigeants dans leur engagement.

Le Togo ces derniers mois obtient des victoires sur la voie de l'amélioration de son climat des affaires. Tout cela favorisera assurément l'arrivée d'investissements directs étrangers, mais aussi encouragera le secteur privé national à faire mieux pour la création de la richesse et le développement du pays. Le Plan national de développement (PND 2018-2022) qui accorde une place importante au secteur privé, ne pourra que connaître du succès dans ces conditions. La rencontre à laquelle prend part le chef de l'Etat à Dakar, sera l'occasion pour lui de partager l'expérience du Togo en matière de financement du développement, mais aussi de vanter les mérites du Togo et d'attirer de nouveaux investisseurs.

La conférence

internationale du Fonds monétaire international (FMI) à laquelle a pris part hier le président togolais, est organisée par la présidence du Sénégal en collaboration avec les Nations unies et le Cercle des économistes. Elle avait pour thème : « développement durable et dette soutenable : trouver le juste équilibre ». Elle a réuni plusieurs chefs d'Etat dont l'Ivoirien Alassane Ouattara, des représentants d'institutions partenaires et des organisations de la société civile. Aujourd'hui, se tient un sommet extraordinaire de l'Union économique et monétaire ouest africaine (Uemoa) rassemble les pays membres de l'organisation pour évoquer les préoccupations sécuritaires régionales.

**Edem Dadzie**

## Présidentielle 2020 / Révisions des listes électorales

## La Ceni a joué les prolongations hier lundi

**La révision électorale démarrée vendredi 29 novembre 2019 sur l'ensemble du territoire national, n'a pas pris fin le dimanche 1er décembre comme prévue par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni).**

Les opérations se sont poursuivies jusqu'hier lundi dans les Centres de recensements et de vote. Tout comme les trois premiers jours, les CRV ont ouvert leurs portes à 7 heures pour permettre aux citoyens en âge de voter et désireux d'établir la carte d'électeur, de le

faire.

La révision des listes électorales a pris officiellement. La prorogation de 24 heures des opérations de révision est une décision personnelle de la Ceni, afin de permettre aux Togolais qui n'ont pas encore pu se faire enrôler, de le

faire hier.

« Le Président de la CENI porte à la connaissance du public et de tout le personnel électoral que les opérations d'enrôlement sont prorogées jusqu'à demain lundi 02 décembre 2019, afin de permettre à tous les citoyens qui n'auraient



Tchambakou Ayassor

pas pu se faire enrôler jusque-là, de le faire », avait informé le

président de la Ceni, M. Tchambakou Ayassor.

**Rachid Zakari**

**Côte d'Ivoire****Le président Ouattara veut instaurer une caution de 200 millions pour la présidentielle de 2020**

*Au cours d'une visite de 4 jours dans la région du Hambol au nord du pays en fin de semaine dernière, le président Alassane Ouattara s'est prononcé sur un certain nombre de sujets liés à la présidentielle d'octobre 2020. Outre la mise en garde de se représenter si ses congénères se présentent aussi, le président Ouattara a déclaré vouloir instaurer une caution de 200 millions pour la présidentielle dans son projet de réforme du code électoral. Mais tout dépend de l'Assemblée nationale.*

A onze mois de l'élection présidentielle d'octobre 2020, toutes les occasions sont bonnes pour marquer les esprits et faire passer des messages. En visite d'État dans le Hambol (centre-nord), Alassane Ouattara ne s'est pas fait prier.

A Katiola, le président a donné des indications sur les contours de la

réforme constitutionnelle qu'il souhaite mettre en œuvre et sur le nouveau code électoral qui doit être prochainement présenté devant l'Assemblée nationale. Le chef de l'État s'est notamment dit favorable à l'instauration d'une caution et de parrainages afin de réduire le nombre de candidats à l'élection présidentielle.

« Je suis personnellement

favorable à une caution de 200 millions de francs CFA, mais le Premier ministre, le président de l'Assemblée et du Sénat estiment que ça fait beaucoup. Nous verrons ce que le gouvernement me propose. J'aimerais bien que l'on essaie de couper la poire en deux. On ne peut pas avoir douze candidats en Côte d'Ivoire, comme c'est le cas dans d'autres pays

du continent. J'espère qu'avec le temps, nous n'aurons que deux grands partis », a-t-il dit.

En dehors de cette volonté de « bipolarisation » de la vie politique, le président Ouattara s'est appesanti sur ses concurrents sans les nommer. Promettant ne pas modifier la Constitution pour régler la question de l'âge des candidats, Alassane Ouattara a pourtant prévenu. « Je ne souhaite pas être candidat. Mon intime conviction est qu'après deux mandats, il faut passer la main.

(...) j'estime que c'est mieux que tous ceux de ma génération décident par eux-mêmes de ne pas être candidat. Maintenant, s'ils décident de l'être, compte-tenu de leurs bilans, de leur incapacité à gérer la Côte d'Ivoire, je trouverai une autre solution, y compris celle de continuer. La Constitution m'autorise à faire deux autres mandats et je pourrais le faire sans aucune difficulté parce que je suis en parfaite santé. Ça ne veut pas dire que j'ai décidé d'y aller. »

**T.M.**

**Madagascar / Résultats provisoires des Municipales****Le parti du président Rajoelina légèrement en tête**

*Les malgaches votaient le 27 novembre 2019 dernier pour élire les maires et les conseillers municipaux. Face à une participation qui bat des records dans ce pays, le parti du président Andry Rajoelina devance légèrement celui de son rival Marc Ravalomanana selon les résultats provisoires rendus publics par la Commission électorale malgache ce 2 décembre 2019.*



**Le président malgache Andry Rajoelina**

La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a dépouillé les bulletins de l'ensemble des 1 202 bureaux de vote de la capitale. Encore provisoires, les chiffres indiquent que Naina Andriantsitohaina, le candidat de la plateforme IRK, du camp du président Andry Rajoelina, mène la course avec 48,97 % des voix. Il est talonné par Rina Randriamasinoro (45,45 %), le représentant du TIM, le parti de l'opposant et ancien président Marc Ravalomanana. Le concurrent arrivé troisième, Alban Rakotoarisoa, est largement distancé puisqu'il n'obtient que 4,42 %.

L'écart entre Naina et Rina est très faible : seulement 5 831 voix. Un chiffre à comparer à la population en âge de voter dans la capitale, d'au moins un million de personnes, même si l'on manque de statistiques précises. Le taux d'abstention bat quant à lui des records, 76,79 % des inscrits ayant

choisi de ne pas se rendre aux urnes. Le scrutin du 27 était aussi l'occasion d'élire, à part, les conseillers municipaux. Dans la capitale, l'écart entre les deux grandes formations est encore plus serré. Sur 81 % des bureaux de vote, la plateforme IRK l'emporterait avec 45,58 % des voix, contre 45,05 % pour le TIM, soit un écart de moins de 1 000 suffrages.

La Ceni annoncera officiellement les résultats provisoires dans une dizaine de jours, une fois qu'elle aura effectué son décompte sur l'ensemble du territoire. Il faudra ensuite attendre les résultats définitifs, qui seront annoncés par les tribunaux administratifs après le traitement des éventuels contentieux au plus tard mi-janvier. Contrairement aux élections présidentielle et législatives, la Haute Cour constitutionnelle n'est pas compétente pour les municipales.

**T.M.**

**Gabon / Diplomatie****Reprise du dialogue politique entre le Gabon et l'Union européenne**

*Le dialogue politique entre le Gabon et l'Union européenne, interrompu depuis 3 ans, a repris. Une cérémonie officielle présidée par le Premier ministre gabonais, Julien Nkoghe Békale, lundi dernier à Libreville, a marqué cette reprise.*

Les deux parties discutent des questions relatives aux droits de l'homme, aux libertés fondamentales, à la gouvernance démocratique et, enfin, aux élections. Les débats sont co-présidés par le ministre gabonais des Affaires étrangères, Alain Claude Bilie By Nze et la représentante de l'Union européenne au Gabon, Rosario Bento Pais.

Le dialogue politique a repris sur instruction du président Ali Bongo Ondimba, précise le communiqué du gouvernement gabonais. Aucun commentaire du côté de

après l'adoption d'une résolution par le Parlement européen remettant en cause la réélection d'Ali Bongo Ondimba à la tête du pays en 2016.

Les eurodéputés avaient estimé à l'époque que le scrutin présidentiel du 27 août ayant abouti à la réélection du président sortant avait manqué « de transparence », ce qui à leurs yeux remettait « en cause la légitimité » du vainqueur. La résolution avait été favorablement accueillie par Jean Ping qui se présente toujours comme le président élu du Gabon. Bruxelles avait par ailleurs demandé



**Le président gabonais Ali Bongo**

Libreville ni de la représentation de l'Union européenne au Gabon sur les raisons qui ont motivé cette reprise.

Le Gabon avait interrompu le dialogue avec l'Union européenne

en octobre 2017 l'ouverture d'une « enquête indépendante » sur les violences post-électorales. Libreville avait dénoncé une « ingérence inacceptable ».

**Rfi.fr**

## 55ème session du Conseil international des bois tropicaux Le Togo veut restaurer 1 400 000 ha de paysages forestiers d'ici à 2030

Les travaux de la 55ème session du Conseil international des bois tropicaux (CIBT) ont été ouverts lundi 2 décembre à Lomé par le Premier ministre Komi Selom Klassou. Le Togo veut faire du secteur forestier un secteur de croissance.

Mieux gérer les forêts nationales, telle est l'ambition du gouvernement togolais. L'objectif est de permettre à ce secteur de contribuer au développement du pays. « La gestion durable des forêts nationales et les biens et services qu'elles offrent nous permettront de relever sensiblement la contribution du secteur forestier à notre PIB », a déclaré le Premier ministre Komi Selom Klassou à l'ouverture des travaux de

la 55ème session du Conseil international des bois tropicaux.

A l'heure actuelle, le secteur forestier contribue à hauteur de 2,8% au PIB. Avec un taux de couverture forestière de 24,24% toutes strates confondues et un taux moyen de déforestation d'environ 0,42%, le pays met en place des stratégies pour augmenter cette couverture. Le gouvernement togolais a institué depuis le 1er juin 1977, la Journée nationale de l'arbre pour stimuler le

reboisement, lutter contre la déforestation et favoriser le développement durable.

Depuis son adhésion à l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), le Togo a bénéficié à ce jour d'un financement de 4 099 210 dollars US pour 19 projets. Selon le Premier ministre, la mise en œuvre de ces projets a eu des incidences positives sur l'économie nationale. « Nous avons pu atténuer les effets négatifs de la déforestation sur les communautés



**Komi Selom Klassou**

rurales grâce aux efforts du gouvernement et de l'appui de notre organisation », a ajouté Komi Selom Klassou. A ce jour, le Togo a délimité et sécurisé 485 583 ha d'aires protégées. Les autorités togolaises se sont engagées à restaurer 1 400 000 ha de paysages forestiers à l'horizon 2030 comme cible nationale

de l'initiative africaine consistant à restaurer 100 000 000 ha de paysages forestiers d'ici à 2030. Le pays a également adopté la loi n° 2018-005 du 14 juin 2018 portant Code foncier et domanial. Elle a entre autres pour objectifs de sécuriser le foncier et de susciter des plantations privées.

**Félix T.**

### Telefood 2019

## Encore quelques jours pour faire ses dons

Il reste quelques jours pour faire ses dons dans le cadre du Téléfood 2019. La mobilisation des fonds se poursuit jusqu'au 10 décembre. Plusieurs personnalités soutiennent l'initiative.

Après les artistes King, Mensah, Bibish Mola, Joy la Foudre et bien d'autres, l'opération Téléfood enregistre le soutien d'autres grands noms. Cette fois-ci, c'est le tour du capitaine des Eperviers du Togo, Djene Dakonam de soutenir cette initiative qui vise à créer plusieurs emplois.

L'opération a également enregistré le soutien du directeur général de Koster Keunen West Africa, Sylvain Cattin. Ces personnalités ont soutenu l'initiative à travers à travers leurs dons.

Les initiateurs invitent toute la population à emboîter les pas à ces deux acteurs en envoyant leurs contributions par T-Money sur le 00228 90269473 / 90908422 ou par Flooz sur le 00228 99951989 ou encore par virement bancaire sur le compte trésor telefood N° 7010231410356501 ECOBANK-TOGO.

Pour rappel, deux projets sont initiés dans le cadre de cette opération, notamment le « Camp du futur » et le projet « OnMap ». Ces projets devraient permettre de mobiliser des ressources pour faire émerger l'entrepreneuriat dans le secteur agricole.

Le premier projet vise à accompagner des jeunes et des femmes. Ces derniers seront identifiés dans les communautés démunies ou vulnérables en vue de faire d'eux des entrepreneurs dans la transformation des



# TELEFOOD 2019

## 1000 AGRIPRENEURS



**MERCI POUR LE DON DE**

## DJENÉ DAKONAM

CAPITAINE DES ÉPERVIERS DU TOGO

ET À TOUS LES INTERNATIONAUX QUI SOUTIENNENT  
L'OPÉRATION TELEFOOD 2019

# SPONSOR

**EN QUOI CONSISTE-T-IL?**

**IL S'AGIT DE SOUTENIR LA CREATION ET LE  
DÉVELOPPEMENT D'ENTREPRISES AGRICOLES DE  
MANIÈRE INNOVANTE**

**COMMENT LE FAIRE?**

FAITES UN TRANSFERT SUR L'UN DES NUMÉROS INDIQUÉS

COMPTÉ TRÉSOR TELEFOOD N° 7010231410356501 ECOBANK-TOGO

**T-MONEY : +228 90 26 94 73 / 90 90 84 22 FLOOZ : +228 99 95 19 89**

LES MOBILISATIONS CONTINUENT JUSQU'AU 10 DÉCEMBRE 2019

produits locaux. Il permettra de mettre à disposition des jeunes des équipements de transformations mobiles pour leur donner des

ressources nécessaires. Le projet OnMap vise à développer chez les jeunes dans des villages l'envie et la capacité d'entreprendre.

Ceci pour leur permettre de devenir des agriculteurs ou éleveurs exploitant pleinement les ressources à leur disposition. Il s'agit

d'un dispositif de formation numérique massive basé sur des jeux de simulations sur smartphone.

**F.T**

## Paix et émergence

# Les grands axes d'une justice sociale pour un Togo développé

*S'il y a une notion aussi peu et mal partagée sur les différents continents, c'est bien celle de la justice sociale. Un aspect qui qui intéresse beaucoup les Nations unies. Elles invitent les États membres à prendre en compte la justice sociale, en menant à l'échelon de leur pays des activités concrètes visant à promouvoir les buts et les objectifs proclamés lors du sommet mondial pour le développement social. Au Togo, nombreuses sont les initiatives prises en rapport avec les axes de la justice sociale.*

Rappeler à tous que les gouvernements se sont engagés à faire de l'élimination de la pauvreté et du chômage une de leurs priorités. Le renforcement de la justice, la promotion de l'équité, la démocratie, la participation et la transparence sont les axes de travail proposés par l'assemblée. « Ni paix ni développement sans justice sociale », tel est le thème 2019 lié à la justice sociale.

Le domaine de justice sociale concourt à l'éradication de la pauvreté. Il se concentre également sur l'objectif de plein emploi et de soutien à l'intégration sociale. La justice sociale est un principe

fondamental de la coexistence pacifique et prospère au sein des nations et entre elles. L'Organisation internationale du travail (OIT) estime qu'environ 2 milliards de personnes, dont plus de 400 millions sont âgées de 15 à 29 ans, vivent actuellement dans des situations de fragilité et de conflit. La création d'emplois de meilleure qualité et un meilleur accès aux emplois pour les 40% les plus défavorisés peuvent augmenter les revenus et contribuer à des sociétés plus cohésives et équitables; ils sont donc importants pour prévenir les conflits violents et relever les défis après les conflits.

sociale et économique ou au chômage. Différents médias, y compris les stations de radio et de télévision, les journaux et les sites Internet, peuvent porter attention aux problèmes entourant la journée mondiale de la justice sociale.

Parler de justice sociale nous amène invariablement à nous interroger sur l'origine de cette notion. Habituellement, les historiens nous situent l'émergence de ce combat au début du 20<sup>e</sup> siècle, à l'époque des premières réactions organisées contre la société industrielle toute puissante et son étalage insolent de richesse côtoyant l'extrême pauvreté de la classe ouvrière. Les combats menés ont alors permis une réelle prise de conscience et, pratiquement,

des avancées notables dans le droit du travail, au moins dans les pays développés. Les uns y ont vu l'influence directe de la pensée marxiste, les autres ont d'avantage reconnu l'affirmation d'un courant de pensée humaniste en lien avec l'émergence de la doctrine sociale de l'église promue par le Pape Léon XIII. Il ne nous revient pas d'arbitrer ce débat. L'important est qu'il ait eu lieu et que la prise de conscience des uns et des autres ait pu faire avancer les choses. Les raisons de se réjouir existent, celles de s'alarmer aussi car, dans de trop nombreux pays, la notion de justice sociale reste un vœu pieux et n'entre pas en compte dans les réflexions gouvernementales.

## La justice sociale doit être une valeur à promouvoir

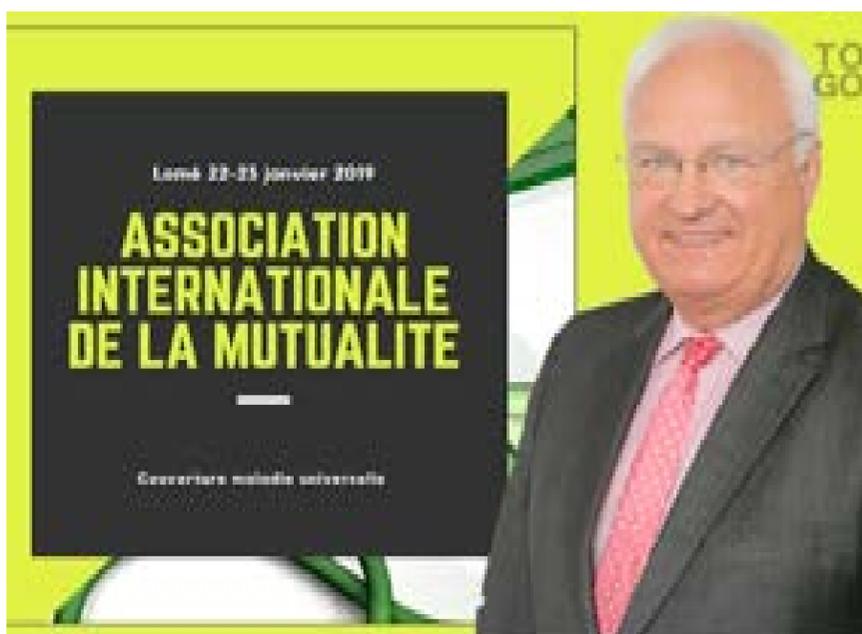


### Justice sociale

De nombreuses organisations, y compris l'Organisation des Nations unies (ONU) et le Bureau international du travail, font des déclarations sur l'importance de la justice sociale pour les personnes. De nombreuses organisations présentent également des plans pour une plus grande justice sociale en luttant contre la pauvreté, l'exclusion sociale et économique et le chômage.

Les membres et sympathisants des syndicats et groupes de campagne sont invités à marquer cette journée. La Confédération générale des syndicats de Russie a déclaré que le slogan commun serait « Justice sociale et vie décente pour tous! ». Les écoles, les collèges et les universités peuvent préparer des activités spéciales pour la journée ou planifier une semaine d'événements autour d'un thème lié à la pauvreté, à l'exclusion

## La mutualité, le socle de la justice sociale au Togo



### Christian Zahn

L'Association internationale de la mutualité (AIM) a organisé les 22 et 23 janvier 2019, à Lomé, une conférence internationale consacrée aux évolutions des fédérations de mutuelles de santé et d'organismes d'assurance maladie. L'AIM regroupe des organismes à but

non lucratif, qui fournissent une couverture sanitaire à près de 240 millions de personnes ainsi que des services ayant trait à l'assurance maladie obligatoire et/ou complémentaire. 250 représentants de mutuelles étaient présents. « La richesse d'une nation ne se mesure

pas seulement à son Produit intérieur brut (PIB), mais aussi à travers différents mécanismes mis en place pour plus de solidarité et une redistribution équitables des richesses du pays. Toute politique de santé doit être basée sur l'ambition et la solidarité », a déclaré Christian Zahn, président de l'AIM, à l'ouverture des travaux. «

Le Togo s'est engagé à mettre en place de manière progressive une couverture maladie universelle en faveur de toutes les couches socioprofessionnelles. Le sujet fait déjà l'objet de discussions entre le gouvernement et ses partenaires sociaux», a confirmé Gilbert Bawara, ministre de la Fonction publique.

**Source: republicoftogo**

amélioré le niveau de l'accès des femmes en politique, l'accès au foncier et la persistance des

violences physiques et sexuelles ainsi que les mariages précoces.

**Source: autogo**

## Promotion de l'équité, un axe de la justice sociale pris en compte au Togo



L'égalité genre au Togo est presque un principe acquis. Une réalité évidente tant du point de vue de la volonté politique que du renforcement de l'arsenal juridique et législatif. Des avancées sont constatées et recensées dans tous les domaines même si des zones d'ombre peuvent être identifiées parce qu'elles subsistent. C'est du moins ce qui ressort de la dernière enquête d'Afro-baromètre sur la promotion de l'égalité genre au Togo. Sur le front de l'égalité des droits entre les hommes et les femmes, les Togolais dans leur quasi-unanimité (96%) trouvent que les garçons et les filles ont les mêmes chances d'aller à l'école. Cela est une réelle aspiration traduite dans les faits, constate l'enquête. 90% des Togolais affirment que les femmes et les hommes ont aujourd'hui les mêmes chances d'avoir un emploi rémunéré. Et plus de huit Togolais sur 10 (82%) sont favorables à ce que les femmes aient les mêmes droits de possession ou de succession que les hommes en ce qui concerne le foncier. L'égalité genre se décline dans plusieurs domaines.

Et quant à l'éligibilité des femmes et des hommes aux postes politiques, les Togolais, à 84%, continuent à être parmi les

leaders en comparaison aux 33 autres pays africains enquêtés par le réseau entre 2016 et 2018. Ce sentiment positif est consubstantiel aux effets induits par les multiples outils aussi bien politiques et législatifs édités pour repousser les frontières de la discrimination et des violences basées sur le genre. Ainsi, le Togo a enregistré au cours de ces dernières années un recul qualitatif de certaines des plus graves violences faites aux femmes comme l'excision. Les données du ministère de l'Action sociale, de la Promotion de la femme, de la Protection de l'enfant et des personnes âgées le confirment. Au-delà, des progrès ont été également obtenus dans les domaines de l'éducation des filles et de l'accès des femmes à l'emploi.

Entre autres outils, on peut citer l'adoption en 2015 d'un nouveau code pénal plus égalitaire, l'adoption aussi d'un nouveau code foncier balayant l'ambivalence des textes coutumiers et modernes qui pénalisaient les femmes. Sur un plan plus large, une stratégie nationale d'intégration du genre dans les politiques et programmes de développement à la révision de la stratégie de lutte contre les violences basées sur le genre a été élaborée. Des outils qui n'ont pourtant pas

## La justice sociale au Togo intègre bonne santé pour tous



**Promotion de l'équité avec la chance donnée aux femmes**

Contribuer au renforcement des actions de promotion et de protection des droits de l'Homme au Togo, tel est l'objectif du Collectif des associations contre l'impunité au Togo (Cacit), en instaurant la soirée de récompense dénommée « La nuit des droits de l'Homme », avec pour thème « Renforçons notre engagement », et le domaine choisi pour travailler sur la justice sociale est le droit à la santé. Il s'est tenu le 23 février 2019. La cérémonie de lancement officiel de cet événement annuel qui distingue les acteurs les plus performants dans leurs domaines en matière de la promotion des droits humains, s'est tenue le mercredi 16 janvier 2019, à l'Agora Senghor, à Lomé. Les acteurs ont été évalués et primés en fonction de la justice sociale; surtout ceux qui sont dans le domaine du développement durable. Il s'agit de les réunir ensemble pour déterminer des objectifs et surtout mettre en œuvre les plaidoyers et les lobbyings pour défendre la promotion des droits humains. « Pour cette année, pour cette édition, nous allons axer nos actions sur le droit à la santé et nous avons choisi le CHU Sylvanus Olympio pour être l'institution que nous allons chercher à corriger (...) on va voir comment arriver à améliorer le droit à la santé en espérant que

cela aurait un rejaillissement sur les autres centres de santé du Togo », soutient Spéro Mawoulé, président du Cacit.

La justice sociale est une condition fondamentale de la coexistence pacifique et prospère des hommes au sein des nations et entre les nations elles-mêmes. Nous servons la justice sociale lorsque nous défendons l'égalité des sexes ou les droits des peuples autochtones et des migrants. Nous faisons progresser la justice sociale lorsque nous abattons les obstacles liés au sexe, à l'âge, à la race, à l'appartenance ethnique, à la religion, à la culture ou au handicap. La viabilité passe par l'établissement de marchés qui permettent d'assurer une meilleure répartition des avantages du développement. Elle suppose la satisfaction d'une demande croissante de produits et de services écologiques de la part des consommateurs. Elle implique également la pose des fondements nécessaires pour assurer la dignité, la stabilité et des perspectives au profit de tous les citoyens. En nous attelant à la tâche pour opérer cette transformation, nous devons intégrer l'inclusion sociale dans nos politiques et dans toutes les actions que nous mènerons.

**Réalisé par Attipoe Edem Kodjo**

### Pharmacies de garde de Lomé du 02 au 09 /12/ 2019

ST RAPHAEL	ATIKPODJI	22218426
ST ANTOINE	AV. LIB.	22212964
AKOFA	AMOUTIVÉ	22210097
OCAM	RUE DE L'ENTENTE	22216205
KPEHENOU	BD. H. BOIGNY	22213224
EMMANUEL	KODJOVIKOPÉ	22213098
HÔPITAL	CHUTOKOIN	22200808
MAIRIE	FACE MAIRIE	22212639
ST PAUL	BD. JEAN PAUL II	22224672
LE JOURDAIN	TOKOIN WUITI	22615614
HEDZRAWAWE	HEDZRAWAWE	22264961
KOUSSAN	KEGUÉ	96801001
KLOKPE	TOGO2000	96801003
JMIMSHAK	HOUNTIGOME	22603050
MAWULE	BÈKPOTA	70459186
MAËLYS	BÈ KPOTA	22276019
CITE	BD. DU 30 AOÛT	22250125
BESDA	ADIDOGOMÉ	22510529
CONSEIL	SAGBADO LOGOTE	70215653
EPIPHANIA	ADIDOGOME	70401052
DJIDJOLE	DJIDJOLE	22256512
VERTE	KLIKAMÈ	22250326
LUMIERE	AGBALEPÉDOGAN	70431549
OSSAN	AVEDJI	70404425
DES ROSES	VAKPOSSITO	70423772
ADONAI	AGOËNYIVÉ	22500405
CHARITE	AGOËNYIVÉ	22251260
EMMAÛS	RTE MISSION TOVÉ	96800912
ESPACE VIE	AGOE LOGOPÉ	99858907
NABINE	AGOÉ ANOMÉ	93362626
A DIEU LA	GLOIRE LÉGBASSITO	
TCHÉP'SON	TOGBLÉKOPÉ	70429441
ZOSSIME	ZOSSIMÉ	70462664
BAGUIDA	BAGUIDA	70424777
LA FLAMME	D'AMOUR AGODEKE	70457014

### Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

### Les bons plans et les bonnes adresses

#### COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51  
 EMSTOGO (Tél: 22 26 70 51)  
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96  
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68  
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

#### OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV :Tél. 22 20 13 20  
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11  
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

#### SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77  
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37  
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77  
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01  
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68  
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116  
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat  
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

#### OU MANGER ET DORMIR A LOME?

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30  
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63  
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

#### MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30  
 AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19  
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72  
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60  
 GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28  
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

#### AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca  
 www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)  
 Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel  
 Communication, Location d'espaces  
 Conseils, Wedding Planner et Décoration  
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54  
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

#### SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB  
 RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)  
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

#### FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)  
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)  
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

#### DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19  
 COURS DE CAPOEIRA ; Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90  
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30  
 COURS DE ZOUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75  
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél: 90 15 39 87  
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

#### AVIATION

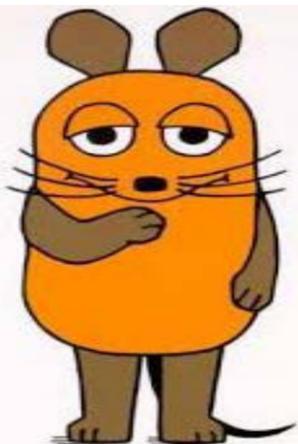
AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)  
 Tél: 22 40 04 99

### Poésie

Le laboureur et ses enfants  
 Travaillez , prenez de la peine :  
 C'est fonds qui manque le moins .  
 Un riche laboureur , sentant sa mort prochaine ,  
 Fit venir ses enfants , leur parla sans témoins.  
 Gardez-vous , leur dit-il , de vendre l'héritage .  
 Que nous ont laissé nos parents :  
 Un trésor est caché dedans  
 Je ne sais pas l'endroit ; mais un peu de courage  
 Vous le fera trouver : vous en viendrez à bout .  
 Remuez vitre champ dès qu'on aura fait place  
 Creusez , fouillez , bêches : ne laissez nulle place où la  
 main ne passe et repasse .  
 Le père mort les fils vous retournent le champ,  
 Deçà , delà , partout , si bien qu'au bout de l'an il en rapporta  
 davantage .  
 D'argent , point de caché . mais le père fut sage de leur  
 montrer avant sa mort ,  
 Que le travail est un trésor

Juste un rappel du primaire

### Blague



Il y a deux ans je disais a mon ex qui m'a laissé et a sa mère que je reviendrai elle ne m'ont pas cru Maintenant que j'ai enceinte leur benjamine elles ont compris que je parlais en parabole A présent comment mon ex va m'appeler "mon beau-frère ou mon ex"

### Photo du jour

Chaque fois que vous voyez ces braves femmes sur la route, achetez chez elles. Elles ne cherchent pas d'argent pour acheter des bijoux ou des vêtements coûteux. Elles veulent seulement nourrir leurs enfants.

#MA\_Vision\_DES\_Choses



Commentez la photo ci-dessus

## Héritage Culturel

# Le Nigéria bientôt en possession de l'« Okukor »

**Le débat sur le retour des biens culturels spoliés à l'Afrique lors de la période coloniale s'est un peu estompé. Le Bénin est le premier pays africain ayant manifesté ouvertement et officiellement son désir de rentrer en possession de ses biens culturels. On ignore encore si en 2020, le Bénin peut jouir des biens culturels spoliés par les colons. Mais, une bonne nouvelle pour le Nigéria. Le « Jesus College Cambridge » a décidé de restituer au Nigéria, l'Okukor, un coq royal en bronze pillé par les forces britanniques dans les années 1897.**

L'Okukor, décrit par le collège comme un « héritage ancestral royal », sera l'un des premiers bronzes béninois à être restitué au Nigéria par une grande institution britannique depuis

l'expédition punitive de 1897, au cours de laquelle des milliers de bronzes ont été volés par les forces britanniques à Benin City. Il s'agit surtout d'une action sans précédent qui annonce un nouvel élan



**Okukor**

dans le cadre du dossier de rapatriement des trésors africains par les anciennes

colonies. Le Nigéria pourrait recevoir dans quelque

temps un coq royal en bronze pillé par les forces britanniques en 1897. En 2016, le coq royal avait fait l'objet d'une controverse à la suite d'une protestation d'étudiants qui exigeaient qu'il ne soit plus exposé au grand public, car évoquant fièrement le passé colonial de l'université.

Près de quatre ans après l'incident, le « Jesus College » n'entend pas « nier » ce passé colonial, mais trouver « la bonne voie à suivre » pour rétablir la justice aux peuples, dépossédés de leurs biens.

**N.E.**

## Arts visuels en Afrique

# L'édition 2019 de la Biennale africaine de la photographie a ouvert ses portes

**La capitale malienne est sous les feux des projecteurs grâce à la 12ème édition de la Biennale africaine de la photographie. Ouverte le 30 novembre dernier, la biennale africaine de la photographie court jusqu'au 31 janvier 2020.**



**Au lancement des Rencontres de Bamako**

L'ouverture des travaux était présidée par le président de la République du Mali, Ibrahim

Boubacar Keïta, le samedi 30 novembre au Musée national. Cet événement a enregistré la présence

de plusieurs membres du gouvernement, des chefs d'Institutions, des diplomates accrédités

auprès du Mali et plusieurs autres personnalités.

Les rencontres de Bamako sont aujourd'hui la principale manifestation artistique dans le domaine de la photographie sur le continent africain, selon la ministre malienne de la Culture, Ramatoulaye N'Diaye. « Cette rencontre offre la possibilité aux artistes de traiter avec leur inspiration, leurs aspirations aussi, un sujet d'actualité. D'en tirer beauté, expression, réflexion et lecture personnelles, susceptibles de nourrir la conscience collective et de fertiliser nos rêves », a déclaré Ramatoulaye N'Diaye.

Les Rencontres de Bamako fêtent les 25 ans d'existence de cette Biennale africaine de la photographie avec une large place donnée au

genre féminin. D'après nos confrères de la Radio France Internationale.

La place de la femme dans la sélection du programme des Rencontres de Bamako, a été pensée comme une nécessité, un devoir et surtout comme une évidence.

Le thème de cette édition, choisi par le directeur artistique Bonaventure Soh Bejeng Ndikung, est « Les courants de conscience ». Cela fait référence à une notion sociologique, développée par le psychologue et philosophe américain William James. Appliqué à la photographie, il s'agit de s'intéresser à la façon dont les photographes visent, perçoivent, interprètent et pensent le monde dans lequel ils vivent.

**Nadia E.**

## Lire

**« Humiliés et offensés » de Fiodor Dostoïevski. Ed Beq. Pp 22-24**

« ...J'ai déjà dit qu'il était veuf. Il s'était marié dans la première jeunesse et avait fait un mariage d'argent. De ses parents, qui s'étaient complètement ruinés à Moscou, il ne reçut presque rien. Vassilievskoié était hypothéqué et surhypothéqué ; il avait d'énormes dettes. À vingt-deux ans le prince, obligé alors de servir à Moscou dans un ministère, n'avait plus un kopeck et il entra dans la vie « comme

un gueux, descendant d'une antique lignée ». Un mariage avec la fille plus que mûre d'un fermier des eaux-de-vie le sauva. Son beau-père, bien entendu, l'avait trompé sur la dot, mais il put cependant, grâce à l'argent de sa femme, racheter et remettre sur pied son bien patrimonial. La fille de marchand qui était échue au prince savait à peine écrire, ne pouvait assembler deux mots, était laide et ne possédait qu'une seule qualité importante : elle était bonne et docile. Le prince mit à profit au maximum ce mérite ; après la première année de leur mariage, il laissa sa

femme, qui à cette époque lui avait donné un fils, entre les mains de son père à Moscou, et lui-même partit prendre du service dans la province de X... où, à force d'intrigues, il obtint, avec la protection d'un illustre parent de Petersburg, une place assez en vue. Son âme avait soif de distinctions, d'avancement, d'une belle carrière, et, ayant calculé qu'avec sa femme il ne pouvait vivre ni à Pétersbourg ni à Moscou, il s'était décidé, en attendant mieux, à faire ses débuts en province. On dit que, dès la première année de leur vie commune, il avait failli faire mourir sa femme par sa

grossièreté à son égard. Ce bruit avait toujours révolté Nikolai Serguéitch et il avait pris avec chaleur la défense du prince, affirmant que celui-ci était incapable d'une vilénie. Sept ou huit ans après, la princesse mourut enfin, et son époux resté veuf alla s'installer sans tarder à Pétersbourg. Même là-bas, son apparition fut remarquée. Encore jeune, beau garçon, possédant du bien, doué de qualités brillantes, avec un esprit indéniable, du goût, une gaieté intarissable, il se présentait non comme quêtant le bonheur et la protection, mais avec une certaine indépendance. On

disait qu'il y avait réellement en lui quelque chose de charmeur, de dominateur, de fort. Il plut extrêmement aux femmes et une liaison avec une des beautés de la société lui valut un succès de scandale. Il déboursait l'argent sans compter, malgré un sens inné de l'économie qui allait jusqu'à l'avarice, perdait d'énormes sommes aux cartes quand il le fallait sans même sourciller. Mais ce n'étaient pas des distractions qu'il était venu chercher à Pétersbourg ; il lui fallait définitivement se mettre en chemin et consolider sa carrière... »

## Elaboration d'un plan climat

## La commune du Zio 1, première au Togo

**Dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques, les Etats du monde sont parvenus en 2015 à un accord historique à Paris. Pour l'atteinte des objectifs que les parties se sont assignés, il est attendu de chaque pays des contributions. Mais au niveau local également, l'on doit élaborer des plans de développement axés sur la promotion des énergies propres et le climat.**

Les collectivités locales que sont les mairies sont concernées par cet aspect de la lutte contre les changements climatiques. Elles doivent promouvoir un développement sobre en carbone. Au Togo, l'on vient d'élire les membres des nouvelles municipalités. Les maires et les adjoints des 117 communes sont connus. Ceux-ci sont en train de prendre la destinée de leurs communautés en main. L'Etat et la société civile

doivent les accompagner dans la planification climatique qui est devenue aujourd'hui incontournable. Chaque collectivité locale doit rapidement se doter d'un plan énergie et climat. Au Togo, la Commune du Zio 1 qui se trouve dans la ville de Tsévié vient de montrer la voie. Vendredi dernier, cette mairie a organisé à son siège un atelier de validation de son plan pour l'accès durable à l'énergie et le climat (PAADEC). Soutenu par l'Union

européenne, l'élaboration de ce plan énergie et climat se situe dans le cadre du Projet de promotion de l'énergie pour le développement (PPED) et l'Initiative des maires pour l'Afrique subsaharienne pour laquelle Tsévié constitue une ville pilote.

A travers ce plan, la commune du Zio 1 s'engage à réduire à l'horizon 2030 ses émissions du ¼. Il est structuré autour de 4 axes : mettre en place une économie du territoire sobre en carbone, rationaliser



Photo de famille des participants à la validation

les consommations liées à l'urbanisation et aux ménages, choisir un modèle de transport à faible émission, privilégier un modèle de maîtrise du patrimoine et des services.

Un groupe technique composé de professeurs

d'universités, de spécialistes du climat et de plusieurs autres spécialités a mené une étude ayant débouché sur l'élaboration de ce plan. Les 116 autres communes du Togo doivent s'inspirer de l'exemple du Zio 1.

**Edem Dadzie**

## ATJ2E

## Les journalistes environnementalistes créent leur cadre d'action

**Pour un meilleur impact de leurs actions surtout en ces temps où les questions environnementales sont devenues une priorité, les journalistes environnementalistes du Togo créent un cadre d'action commun. L'Association togolaise des journalistes engagés pour l'environnement (ATJ2E) a lancé officiellement ses activités le mercredi dernier à Lomé.**



Hector Namangue (au micro) et les membres de son bureau

Dirigé par Hector Saturnin Namangue, directeur du site d'information Vert-togo.info, l'ATJ2E a actuellement à sa tête un bureau de cinq membres. Il est toujours utile pour des professionnels d'un domaine de se mettre ensemble. Quoi de plus normal lorsqu'il s'agit de l'environnement ? Partout dans le monde, les acteurs de la lutte pour la préservation de la planète travaillent en synergie pour plus d'impacts.

De son côté, l'ATJ2E s'engage à jouer pleinement sa partition dans la gestion durable de l'environnement et la lutte contre les changements climatiques. Elle se fixe comme objectif de fournir une information complète, vérifiée et objective sur les grandes questions liées à l'environnement, de former les jeunes élèves, étudiants et journalistes sur la thématique de la protection de l'environnement. Tout cela se fera à travers les productions, les supports de communications, émissions radio-télévisées, des articles.

L'ATJ2E entend travailler en collaboration avec les pouvoirs publics, les collectivités locales, réseaux thématiques, les associations et l'ensemble des acteurs œuvrant pour la protection l'environnement.

**E.Dadzie**

## Cop 25

## « Nous devons arrêter notre guerre contre la nature », estime Antonio Guterres

**A la veille de l'ouverture de la Cop 25 qui se tient jusqu'au 13 décembre prochain en Espagne, le secrétaire général des Nations unies, Antonio Guterres, a lancé un nouvel appel à l'action à l'endroit de tous les acteurs.**

« Nous devons arrêter notre guerre contre la nature, et la science nous dit que c'est possible », a déclaré Antonio Guterres. Selon le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), pour maintenir les changements climatiques dans des limites gérables, les pays devraient limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 degré Celsius, atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et réduire les émissions de gaz à effet de serre de 45 %

par rapport aux niveaux de 2010 d'ici 2030.

Malheureusement, les actions ne suivent pas. Les pays du G20 sont responsables de 78 % de toutes les émissions, mais seulement cinq de ses membres se sont engagés à atteindre un objectif à long terme de zéro émission. L'un des objectifs clés de la Cop25 est d'élever le niveau de l'ambition générale en accomplissant plusieurs aspects pour la réalisation intégrale de l'Accord de Paris sur le changement climatique.

Les autres priorités de la Cop25 porteront sur les domaines de l'adaptation, des pertes et dommages, de la transparence, du financement, du renforcement des capacités, des questions liées aux peuples autochtones, des océans, des forêts et de l'égalité des sexes. Pour le secrétaire général de l'ONU, « il faut saisir la chance que représentent les énergies renouvelables afin de sortir du carbone d'ici 2050 ».

**E.D.**

## 55e session du Conseil international des bois tropicaux

## 1 400 000 hectares à reboiser par le Togo d'ici 2030 selon le professeur Oladokun

**A la veille de l'ouverture de la 55e session du Conseil international des bois tropicaux (CIBT) qui se tient du 2 au 7 décembre à Lomé, le ministre de l'Environnement, du Développement durable et de la Protection de la nature, le professeur Oladokun Wonou David, était sur la télévision nationale pour évoquer les objectifs poursuivis par cette rencontre. Il a mis l'accent sur les actions que compte entreprendre notre pays pour augmenter son couvert végétal et protéger la biodiversité faunique.**

Le bois est incontournable dans les activités humaines. Mais face aujourd'hui à plusieurs défis comme le changement climatique, il faut forcément veiller à ce que l'exploitation du bois soit réglementée. La 55e session du CIBT qui s'est ouverte hier à Lomé, portera sur l'expansion et la diversification du commerce international

des bois tropicaux, la situation actuelle du commerce intra-africain des produits bois tropicaux et la gestion durable des aires forestières protégées sur le continent. Le Togo par la voix de son ministre de l'Environnement réitère son obligation de reboiser 1 400 000 hectares de terres d'ici 2030.

Cela est tout à fait justifié

puisque le couvert forestier national est à ce jour de 24,24%. Alors que nous dépendons de la forêt pour vivre, nous devons lui retourner ce que nous lui prenons. C'est à cette seule condition que la complémentarité qui existe entre l'Homme et sa nature portera du fruit pour le bien-être de tous.

**Edem D.**

## 13e colloque international de l'AIST

## La maîtrise des risques comptables préoccupe l'organisation

Lomé abrite depuis lundi 2 décembre le 13e colloque international de l'Association internationale des services du trésor (AIST). Cette rencontre qui se tient du 2 au 4 décembre est placée sous le thème : « la maîtrise des risques comptables ».



Photos de famille des participants

Ce colloque de Lomé est un point de départ de la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de l'AIST. Il permettra de mieux structurer l'organisation. Les participants échangeront sur les réussites et les échecs de l'association.

La maîtrise des risques comptables est très importante. Cela rend fiable l'information

financière et permet de tenir une comptabilité qui facilite le compte rendu. « L'objectif de la maîtrise des risques, c'est de pouvoir identifier ces risques en amont, d'en dresser une cartographie et de mettre en place un certain nombre d'outils qui permettent de prévenir ces risques et d'y faire face », a indiqué le secrétaire général de l'Association internationale des

services du trésor Jean-Marc Niel.

Pendant cette rencontre, les participants échangeront autour de la maîtrise des risques. Les meilleures pratiques seront mises en exergue pour permettre de trouver des idées et des pistes de travail. Les participants réfléchiront aussi sur les actions futures de cette organisation.

**Des réformes menées**

par le Togo

Au Togo, la réforme du trésor a commencé en 2008 par la séparation des fonctions comptables et des fonctions administratives. Le pays compte aujourd'hui 5 comptables publics, alors qu'il n'en disposait que d'un seul par le passé. L'objectif est de faciliter le compte rendu de la gestion des finances publiques. « Les cinq comptables gèrent 5 domaines différents et cela permet de rendre facilement compte à la Cour des comptes de ce qui est fait des finances publiques », a affirmé le directeur général du Trésor et de la Comptabilité publique, Ekpao Adjabo. Le Togo fait des réformes sa priorité.

Beaucoup de défis restent tout de même à relever, reconnaissent les autorités togolaises. Parmi eux le traitement de l'information qui a besoin d'une fiabilité. L'autre défi est la digitalisation pour plus de transparence et des informations financières de qualité. L'Association internationale des services du trésor

est créée en 2006 à Antananarivo à Madagascar. L'AIST regroupe les hauts responsables des administrations financières de 29 pays situés sur quatre continents.

Son objet est de faciliter le dialogue et les échanges entre les pays membres et de promouvoir une coopération internationale multilatérale fondée sur l'intérêt commun et la mutualisation des expériences. L'AIST est également un cadre privilégié d'échange d'expériences, de mutualisation des bonnes pratiques et d'opportunité pour les membres afin de leur permettre d'approfondir ou de mettre en place des coopérations régionales et internationales. Pour l'AIST, chaque action, qu'il s'agisse des colloques annuels ou des séminaires, bénéficie de l'expérience des experts de haut niveau exerçant dans les administrations financières de ses membres ou dans les organisations internationales.

**Félix Tagba**

## Scolarisation au primaire

## Amélioration constante sur les dernières années au Togo

Au Togo, la scolarisation au niveau primaire connaît de beaux jours depuis une décennie et particulièrement sur les quatre dernières années (2015-2018). De 98% en 2008, le taux brut est passé à près de 127% en 2018, avec, sur les quatre dernières années, d'excellentes avancées dont un pic de 150,3% en 2015-2016.

Ces résultats sont essentiellement favorisés par les différentes mesures prises par le gouvernement, comme la gratuité des frais de scolarité, la construction et la réhabilitation des infrastructures sur le territoire, les programmes des cantines scolaires et de la couverture sanitaire (School Assur), ou encore les fréquentes concertations entre l'exécutif et les principaux acteurs du secteur.

Des initiatives qui ont impacté de façon positive

les taux de fréquentation, de redoublement et d'achèvement à ce niveau.

Autre satisfaction notable à relever, le taux élevé de scolarisation des filles. Sur la période sous-revue (2015-2018), la proportion des filles au primaire s'est considérablement réhaussée, au point de rivaliser avec celle des garçons voire de la dépasser en 2017/2018 (125,4% pour les garçons et 128,2% pour les filles).

L'ancien représentant-résident de l'Unicef au



Des élèves du cours primaire en pleine démonstration chantée

Togo, Isselmou Boukhary s'était d'ailleurs félicité en septembre dernier de ces progrès réalisés par le pays : « Le Togo

a accompli des progrès extrêmement importants dans le domaine de l'éducation, en particulier dans la scolarisation au

niveau du primaire et la parité entre garçons et filles qui a été atteinte », avait-t-il déclaré.



COMMUNIQUE

Le Consortium SGI-TOGO & CGF BOURSE, Arrangeur Chef de file et les co-chefs de file ont le plaisir de vous informer qu'ORAGROUP SA, Holding à participation financière du Groupe Orabank, procède à une émission de billets de trésorerie par appel public à l'épargne sur le Marché Financier Régional de l'UEMOA du 05 novembre au 04 décembre 2019.

Les caractéristiques de cette opération se présentent comme suit :

Emetteur	ORAGROUP
Nom du programme	Oragroup Billets de Trésorerie 6,10 % 2019-2021
Période de souscription	Du 05 novembre au 04 décembre 2019
Date de jouissance	12 décembre 2019
Volume	7 000
Montant global de l'émission	35 Milliards de FCFA
Prix de souscription	5 000 000 FCFA
Rémunération	6,10 % brut l'an (net d'impôt pour les résidents du Togo)
Paiement des coupons	Intérêts trimestriels
Maturité	2 ans
Paiement du capital	A l'échéance

Le programme d'émission est agréé par la BCEAO sous le numéro d'identification Visa BCEAO n° T301201B1BT 6,10 % 11 - 2019 - 2021 et bénéficie d'une garantie à 100 % en intérêt et capital par African Guarantee Fund (AGF).  
Souscrivez auprès d'Orabank Togo, de la SGI -TOGO, de CGF BOURSE et des SGI agréées de l'UEMOA et bénéficiez d'un intérêt de 6,10 % l'an sur 2 ans.

Consortium Arrangeur et Chef de File



Co-Chefs de File



**ACHETEZ & LISEZ désormais**



*SUR*



OU

*sur le portail*



[www.monkiosk.com](http://www.monkiosk.com)

[www.alome.com](http://www.alome.com)